

Nouveau-Brunswick : horizon 2019–2020

LE NOUVEAU-BRUNSWICK AUX PRISES AVEC UN FLÉCHISSEMENT DE LA CROISSANCE

Nos prévisions pour le Nouveau-Brunswick sont essentiellement les mêmes qu'en avril. On ne s'attend pas à d'importantes activités du secteur privé cette année ni l'an prochain; or, au-delà de 2020, les travaux consacrés à la modernisation de la centrale d'hydroélectricité de Mactaquac de 3,1 G\$* devraient relancer les dépenses en immobilisations et offrir un potentiel de hausse grâce à différents travaux de modernisation de projets d'aquaculture. La politique budgétaire reste arrimée aux efforts de réduction de la dette — récemment récompensés par une agence de notation qui a apporté une modification tendancielle positive à la cote de solvabilité de cette province — et caractérisée par la compression des dépenses infrastructurelles et les mesures d'austérité dans les dépenses des ministères. Les exportations devraient toujours être modérées par les livraisons de pétrole raffiné par rapport au contrecoup négligeable de l'explosion de la raffinerie de pétrole de Saint John et de sa fermeture à la fin de 2018, en plus du conflit sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis.

Le marché du travail semble être sur la voie de gains plus durables. La croissance de l'emploi continue de flétrir : le nombre de postes à temps plein a baissé de 0,2 % sur un an depuis le début de l'année jusqu'en mai, après avoir inscrit son bond le plus vigoureux sur deux ans dans une décennie par rapport à 2017-2018, et le nombre total d'emplois créés et prévus cette année, soit 0,5 %, est le plus faible de toutes les provinces. Les pénuries de main-d'œuvre qui se sont fait jour pendant l'expansion récente supérieure à la tendance semblent vouloir se réduire après que le taux d'inoccupation des emplois de cette province ait connu deux baisses consécutives dans les deux trimestres qui ont précédé le T1 de 2019. C'est pourquoi les salaires moyens offerts ont évolué tendanciellement à la baisse (graphique) et ouvrent la porte à des gains plus discrets dans les revenus des travailleurs dans les mois à venir. Dans le cadre du déroulement de ces faits nouveaux, nous nous attendons à ce que la rareté de l'offre se réduise sur les marchés du logement de Moncton et de Saint John, malgré le ralentissement de la construction de logements.

Puisque le rythme de la contraction naturelle de la population est appelé à s'accélérer avec le vieillissement démographique et que les exflux nets à destination d'autres régions sont appelés à se creuser, la migration interne internationale sera essentielle si le Nouveau-Brunswick veut garder une population active vigoureuse. Grâce au relèvement des cibles d'Ottawa pour l'immigration et à l'aide apportée dans le cadre du Programme pilote d'immigration au Canada atlantique, le gouvernement de cette province devrait pouvoir miser sur le nombre record, l'an dernier, des immigrants internationaux accueillis. Il devra aussi, pour soutenir à terme les gains de population même modestes, continuer d'attirer et de fidéliser les étudiants internationaux — qui ont contribué l'an dernier à la plus forte augmentation nette, dans les annales, du nombre de résidents non permanents au Nouveau-Brunswick.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces

416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

Nouveau-Brunswick

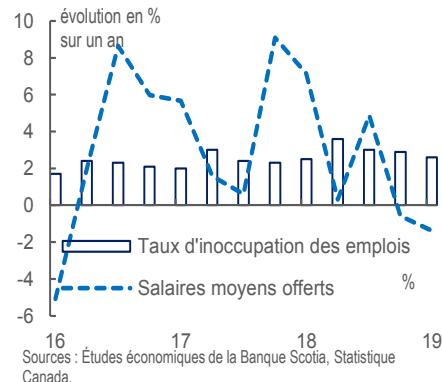
variation en %, sauf indication contraire

Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	1,8	0,1	0,6	0,8
PIB nominal	4,3	1,9	2,2	2,5
Emploi	0,4	0,3	0,5	0,2
Taux de chômage en %	8,1	8,0	8,0	8,0
Mises en chantier de logements en milliers	2,3	2,3	2,1	2,0
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	0,2	0,0	0,1	
Dette nette, en % du PIB*	38,6	38,4	37,4	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances du Nouveau-Brunswick.

Au Nouveau-Brunswick, les pénuries de main-d'œuvre se résorbent



* Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

(variation annuelle en %, sauf indication contraire)

PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0
PIB nominal											
2000–17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7
Emploi											
2000–17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5
Taux de chômage (%)											
2000–17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.